

Si loin, si proches

LE SALAIRE DU CAMIONNEUR

Le flegme britannique s'arrêterait-il au pied d'une pompe à essence ? Les files d'automobilistes se ruant dans les stations-service ont révélé de façon spectaculaire une des conséquences du Brexit : le manque de travailleurs dans des professions peu qualifiées ou intermédiaires, parmi lesquelles, les camionneurs. Entre 2019 et 2020, environ 1,3 million d'étrangers ont quitté le Royaume-Uni du fait de la crise sanitaire. Beaucoup n'ont pas pu revenir à cause de la politique très sélective de visas de travail entrée en vigueur entre-temps.

Le premier ministre Boris Johnson explique qu'il veut privilégier l'emploi des Britanniques. En 2016, durant sa campagne pro-Brexit, il appelait à restreindre le nombre de travailleurs européens dans le pays, jouant sur l'exaspération d'une partie de l'électorat à leur égard. Ce conservateur atypique a capté une frange du vote populaire en s'intéressant aux régions en crise et aux emplois déconsidérés. Il s'est engagé à les revaloriser et a remporté triomphalement des élections anticipées fin 2019 en conquérant des circonscriptions traditionnellement travaillistes du centre et du nord de l'Angleterre.

Les camionneurs sont ainsi le symbole d'une nouvelle stratégie d'emplois qui privilégie le local. Boris Johnson veut que le secteur du transport cesse de compter sur une main-d'œuvre étrangère qui tire les salaires vers le bas. Il presse les employeurs de mieux former leurs chauffeurs et d'augmenter les revenus pour rendre le métier plus attractif.

Ces choix sont en rupture avec les politiques libérales suivies depuis Margaret Thatcher, première ministre de 1979 à 1990. Ils font grincer des dents au



**La chronique internationale
de Jean-Christophe Ploquin,
rédacteur en chef à La Croix**

sein du Parti conservateur. Mais ils traduisent une prise de conscience du décrochage économique, social et mental d'une fraction du pays. Pour David Goodhart, un essayiste ayant rompu ses attaches avec la gauche libérale, la rancœur exprimée par le Brexit ne traduit pas seulement un sursaut nationaliste contre la perte de souveraineté au sein de l'Union européenne. **Il reflète**

aussi un profond sentiment de déclassement après des décennies de fragilité et de précarité. L'assouplissement du marché du travail, les privatisations, le recours accru à la sous-traitance et au temps partiel, l'afflux de travailleurs d'Europe centrale et orientale ont affaibli la situation professionnelle et les revenus d'une large partie de la population active. Les emplois subalternes ont été traités avec désinvolture. « *Et plus ils ont été négligés, plus il est devenu difficile d'inciter les gens, surtout les jeunes, à les prendre,* écrit David Goodhart (1). *Il faut absolument que le salaire, le statut et la productivité des personnes situées en bas de l'échelle deviennent une priorité de toutes les politiques.* »

Boris Johnson, avec son instinct populiste, l'a saisi. Mais la crise de l'essence l'a contraint à faire machine arrière et à entrouvrir les vannes de la main-d'œuvre est-européenne. L'épisode l'a fragilisé, à l'approche du congrès du Parti conservateur, qui se tient du 3 au 6 octobre. S'il veut tenir son objectif de revalorisation des emplois peu qualifiés, le premier ministre doit trouver des alliés pour bâtir une stratégie durable articulée à une réforme de la formation. Rien ne dit que le fantasme BoJo tiendra dans la durée. 🇫🇷

(1) *La Tête, la Main et le Cœur, Les Arènes, 480 p., 20,90 €*